

« Méfiez-vous du modèle allemand ! »

L'Allemagne est donnée en exemple à une Europe en crise. Steffen Lehndorff, de l'Université de Duisbourg-Essen, avertit les Européens : ce « modèle » n'est pas le bon...

ENTRETIEN

L'Allemagne a le vent en poupe. Elle aurait émergé de la crise plus forte que jamais, nous assure-t-on. Les Allemands toucheraient les dividendes de l'Agenda 2010 de l'ancien chancelier social-démocrate Gerhard Schröder. Ces « réformes structurelles » furent douloureuses : dégraissage de l'Etat-providence, flexibilité accrue du marché du travail et stagnation des salaires. Mais elles expliqueraient les performances actuelles, qui tranchent dans un environnement européen morose. Le « modèle allemand » est donné en exemple. Steffen Lehndorff, économiste à l'Université de Duisbourg-Essen, conteste cette analyse dans l'ouvrage collectif qu'il vient de publier, *A triumph of failed ideas* (Un triomphe des idées qui ont raté). « Méfiez-vous du modèle allemand ! », dit-il.

L'Allemagne est donnée en exemple. Or vous remettez en cause le nouveau « miracle » allemand. Pourquoi ?

La « success story » allemande est basée sur un « business model » de plus en plus unilatéral. Notre industrie manufacturière exportatrice est très forte. Ce n'est pas nouveau. Ce qui est neuf, en revanche, c'est que cette locomotive est de moins en moins intégrée dans un environnement institutionnel qui permet à de plus larges parts de l'économie et de la société de bénéficier de ses succès. Au cours des deux dernières décennies, et de manière beaucoup plus marquée depuis les dites « réformes du marché du travail » du gouvernement Schröder, nous avons vu une augmentation dramatique de toutes sortes d'emplois précaires et à bas salaires. En conséquence, les salaires moyens ont stagné durant le cycle conjoncturel qui a précédé la crise – ce qui est plutôt inhabituel et exceptionnel parmi les pays européens. De sorte que le marché domestique a stagné, ce qui a limité les possibilités pour les autres pays européens d'exporter vers l'Allemagne et a conduit à un énorme surplus courant allemand vis-à-vis du reste de la zone euro. Compte tenu de l'importance primordiale du commerce entre pays européens, ce « business model » unilatéral est un boulet pour le reste de la zone euro. Pour le dire sans détour : l'Allemagne fait supporter, à ses « partenaires », les conséquences de l'inégalité sociale qui explose à l'intérieur de ses frontières.

Vous relevez, à raison, que tous les pays ne peuvent pas imiter le modèle allemand. Mais vous affirmez aussi que cette stratégie est à l'origine de la crise de l'euro et contribue à la faire durer...

Le Nobel d'économie américain, Paul Krugman, a écrit un jour que la stratégie allemande ne pourrait être généralisée que si l'on découvrait un espace extraterrestre avec lequel faire du commerce. Bien sûr, vous pouvez prétendre que l'Europe, une fois devenue la région la plus compétitive de la planète, pourrait générer un surplus commercial avec le reste du monde. Mais cette option, à supposer qu'elle soit réaliste, aurait-elle du sens ?

« Pour le dire franchement : l'Allemagne fait supporter, à ses « partenaires » européens, les conséquences de l'inégalité sociale qui explose à l'intérieur de ses frontières »

Le surplus d'un ensemble de pays est nécessairement équivalent au déficit des autres. C'est exactement ce qui s'est produit à l'intérieur de la zone euro avant la crise ; et qui se perpétue aujourd'hui à un niveau plus réduit. Le revers du surplus courant allemand a été un endettement toujours plus grand des autres économies européennes vis-à-vis de l'Allemagne. Dans la plupart des cas, c'est, à l'origine, le secteur privé qui s'est endetté ; et ce n'est pas avant 2008 que la ma-



Depuis le début du siècle, les inégalités de revenus et la pauvreté ont augmenté plus rapidement en Allemagne que dans tous les autres pays de l'OCDE. © HENDRIK SCHMIDT / IMAGEGLOBE.

Steffen Lehndorff

Né à Berlin en 1947 et diplômé de l'université de Cologne, où il a obtenu son doctorat en 1979, Steffen Lehndorff a exercé diverses fonctions de nature politique avant de revenir, en 1990, dans le monde académique. Il a été directeur de recherche à l'Institut Arbeit und Technik, à Gelsenkirchen, puis à l'Institut Arbeit und Qualifikation de l'université de Duisbourg-Essen. L'ouvrage collectif qu'il vient de publier, « A triumph of failed ideas », est disponible en ligne sur le site de l'Institut syndical européen (European Trade Union Institute), à l'adresse www.etui.org.



jeure partie de cette dette privée a été socialisée et transformée en dette publique. Peut-on dire que la stratégie allemande a causé la crise de la zone euro ?

L'écart croissant, en Allemagne, entre des salaires moyens qui ont stagné et des profits qui ont explosé, a largement contribué à nourrir la bulle des « subprimes » aux Etats-Unis et la bulle immobilière en Espagne et en Irlande. On peut critiquer le manque de soutenabilité des modèles de croissance espagnol et irlandais qui ont conduit ces pays à la terrible crise dont ils sont victimes aujourd'hui. Mais nous ne devons pas oublier le « grand frère » qui était avide de faire

gonfler les bulles. Et la Commission européenne qui vantait ces « modèles », en raison de la force de la croissance et de la faiblesse des dettes publiques pour ce qui concerne l'Espagne et l'Irlande ; et en raison du caractère « exemplaire » des réformes du marché du travail, pour ce qui concerne l'Allemagne.

Revenons à la compétitivité. Si les promoteurs du modèle allemand soulignent surtout l'impact des réformes du marché du travail sur les coûts sala-

riaux, la compétitivité de l'industrie allemande ne tient-elle pas avant tout à sa spécialisation dans des produits de qualité, à haute valeur ajoutée ?

Vous avez très justement rappelé certaines des raisons fondamentales qui expliquent les succès à l'exportation du secteur manufacturier allemand. Je voudrais ajouter l'importance de la formation professionnelle qui fournit les savoir-faire dont ont besoin des industries comme la construction mécanique et le génie mécanique, qui constituent, avec l'industrie automobile, les principaux moteurs des exportations allemandes. Mais si cette compétitivité basée sur la qualité des produits est associée à la stagnation des salaires et, comme avant la crise, à une baisse des coûts salariaux unitaires, le problème, pour les partenaires européens, dépasse – et de loin – le défi habituel de découvrir leurs avantages compétitifs propres au sein de l'économie européenne et mondiale.

Certains ont accusé l'Allemagne de dumping salarial...

Soyons plus précis. Ce ne sont pas les salaires tels qu'ils sont fixés au travers des négociations collectives qui sapent la compétitivité-prix des autres pays. Plus exactement, c'est la fragmentation du système de négociations collectives et la déconstruction partielle des institutions

qui, traditionnellement, garantissaient l'existence de normes sociales qui ont exercé cette pression à la baisse sur les salaires. Aujourd'hui, plus d'un travailleur allemand sur cinq gagne moins des deux tiers du salaire médian – ce qui constitue la définition habituelle d'un bas salaire. En raison des lacunes dans la réglementation sur le travail intérimaire et l'absence d'un salaire minimum légal, des boucheries industrielles, par exemple, ferment au Danemark pour s'installer en Allemagne, de l'autre côté de la frontière. D'autres produits, notamment dans l'industrie métallique, sont moins sensibles au coût du travail. Là, la baisse des coûts du travail s'est accompagnée d'une hausse des profits.

Donc, le problème n'est pas que l'Allemagne exporte trop mais, au contraire, qu'elle importe trop ?

Oui. L'inégalité sociale croissante en Allemagne est la source des déséquilibres économiques à l'intérieur de la zone euro, qui ont rendu les Etats partageant la monnaie unique particulièrement vulnérables dans la crise économique et financière mondiale actuelle. En l'absence de monnaie unique, les pays pourraient réagir individuellement – par exemple en dévaluant leurs monnaies, pour le meilleur ou pour le pire. Cette porte leur

« Le remède prescrit, c'est un « néolibéralisme 2.0 », qui enfonce de plus en plus de pays dans la récession et le chômage et conduit, pour certains, à des désastres humains et sociaux »

est aujourd'hui fermée. Ils sont désormais l'objet de la spéculation contre leurs obligations souveraines et sont forcés de se soumettre à une dictature fiscale. Je suis malheureux de constater que le gouvernement de mon propre pays soit le moteur principal derrière cette politique. Le remède prescrit, c'est l'agenda des dépenses publiques, principalement sociales, et dérégulation du marché du travail. Un « néolibéralisme 2.0 », qui enfonce de plus en plus de pays dans la récession et le chômage et conduit, pour certains, à des désastres humains et sociaux. Tôt ou tard, cela va se retourner contre l'économie allemande, car 40 %

de notre commerce extérieur est effectué avec la zone euro ; et 60 % avec l'Union européenne. Le modèle allemand est plus vulnérable que ne voudraient nous le faire croire ses défenseurs.

Ce « triomphe des idées qui ont raté » va étouffer l'économie, le modèle social et l'Europe elle-même, dites-vous. Mais y a-t-il une alternative ?

Je suis convaincu qu'une zone euro construite sur la solidarité serait une formidable opportunité pour tous, d'un point de vue économique, social et, ce qui n'est pas moins important, politique. Je ne crois pas que la solution soit d'abandonner l'euro, même si sa conception est défectueuse – avec son « monétarisme » qui date du traité de Maastricht ; et cette notion folle d'une concurrence entre des Etats comme s'ils étaient des entreprises qui pourraient être éliminées du marché ou reprises par des concurrents. Cette monnaie unique mal conçue est aujourd'hui au bord de l'éclatement. Mais notre union monétaire recèle un grand potentiel. Il ne peut être actualisé cependant que si les nations créditrices reconnaissent qu'elles portent autant de responsabilités que les pays déficitaires dans l'instabilité économique actuelle ; mais aussi qu'une union monétaire ne peut durer sans mécanismes de transfert

et sans institutions fiscales communes, qui impliquent de renoncer à la concurrence fiscale. Une telle union solidaire ne peut être fondée que sur des institutions démocratiques, et sur les décisions de plus en plus autoritaires prises au niveau de l'Union. C'est un véritable défi, rendu encore plus complexe par la nécessité de réformer nos économies pour les rendre économiquement, socialement et écologiquement plus durables. A nouveau, cela vaut pour les pays déficitaires et tout autant pour le prétendu modèle qu'est l'Allemagne. Ce défi peut sembler fantastique, mais il vaut la peine de tenter : pour que l'Europe soit un lieu où il fasse mieux vivre. ■ DOMINIQUE BERNIS